

---

FRANCE - ALGÉRIE

# Assumer l'histoire commune

---

Jean-Robert Henry

Mai 1996: l'assassinat, après deux mois d'espoirs, des sept trappistes français consomme en apparence la rupture des derniers liens hors du commun caractérisant la relation franco-algérienne. Après les autres meurtres visant la communauté chrétienne d'Algérie, il confirme que le dialogue religieux, même réduit à une cohabitation muette, n'est plus, dans cette seconde guerre d'Algérie, l'espace préservé qu'il avait été constamment durant la première. Comme le répètent avec insistance les responsables français, il n'y aurait plus pour les derniers résidents français en Algérie — dont la présence n'est pas indispensable — qu'à partir au plus vite, c'est-à-dire à opter, de façon très concrète, entre la valise et le cercueil, réalisant ainsi le scénario catastrophe de 1962, que la mise en œuvre de la coopération avait réussi à dépasser. Aujourd'hui, il ne paraît plus y avoir de futur commun à espérer et de page nouvelle à ouvrir; la relation entre les deux pays et les deux sociétés semble en revenir aux temps barbaresques, refoulant aux oubliettes près de deux siècles d'histoire et le mythe colonial — et en partie post-colonial — d'un destin lié franco-algérien.

Mais cet événement peut aussi être lu sous un autre éclairage, comme étant, au contraire, le signe du maintien d'une relation exceptionnelle entre les deux sociétés. Les moines, comme d'autres religieux, ont assumé délibérément les risques de leur présence, et l'éventualité du martyr, moins pour confesser leur foi que pour partager les épreuves de la société algérienne, et témoigner d'un dialogue entre celle-ci et la société française. Cette présence, et l'acceptation de son risque, se voulaient, ainsi que l'évoquent leurs écrits, une négation exemplaire de la logique de guerre des races et des cultures dans laquelle les protagonistes les plus durs du *drame* algérien (pour réemployer un vieux terme chargé de sens)

---

Automne 1996

cherchent à enfermer aussi bien la relation franco-algérienne que la société algérienne elle-même. La résonnance religieuse n'est évidemment pas absente de ce choix: le thème de la "passion" est proche, et certains ont souligné la parenté du destin des moines avec la tradition islamochrétienne des Sept saints dormants. Mais au total, l'acte religieux semble ici dominé par la volonté de témoigner contre la fracture culturelle et pour la paix. Le souci du cardinal Duval de ne pas mourir ailleurs qu'en terre algérienne va également dans ce sens<sup>1</sup>.

---

## L'importance du symbolique

---

Dans toute situation de tensions fortes entre les sociétés, et donc de *dramatisation* des relations et des représentations, la gestion du symbolique acquiert une importance essentielle. C'est ainsi que l'évolution des rapports franco-allemands a été scandée depuis un demi-siècle par une série de gestes qui ont marqué profondément, dans des sens très différents, l'imaginaire des sociétés et leur attitude mutuelle. Depuis la poignée de mains de Montoire jusqu'au "main dans la main" de Kohl et Mitterrand, en passant par les péripéties de "l'été franco-allemand" de de Gaulle et Adenauer, le geste a été créateur ou accélérateur d'histoire, activant ici l'attraction et là la répulsion, accentuant la différence de légitimité entre "collaboration" et "réconciliation"<sup>2</sup>. De même, dans le conflit israélo-palestinien, la mort de Rabin répondant, à plusieurs années d'intervalle, à celle de Sadate, a fait du sacrifice des deux hommes des signes et des chances de paix, que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur ne parviendra sans doute pas à effacer de la mémoire des peuples.

Entre l'Algérie et la France, plus encore qu'ailleurs, le geste et la parole symboliques ont été une condition du dépassement des conflits, une façon de forcer le cours des choses et d'engager des mutations dans un espace relationnel extrêmement complexe et contradictoire. Au moment de la guerre d'Algérie, le rôle des actes et des formules "magiques" prodigués par de Gaulle invite à relativiser les analyses objectivistes du fonctionnement des relations internationales, quand elles oublient de faire la part à la dimension psychologique des rapports entre sociétés. On sait maintenant que la "paix des braves" ou le célèbre "*Je vous ai compris*", et surtout le style de l'homme, ont eu à l'époque un écho considérable jusqu'au fond des *djebels* et exercé sur l'évolution et la perception du "problème" algérien un effet puissant, bien que difficile à mesurer objectivement. Par la suite, durant les quatre années qui ont conduit de la guerre à la paix puis à la coopération entre les deux pays, des formules frappant l'imagination ont souvent accompagné et aidé à faire accepter les grands changements.

Une fois reconnue la part du symbolique dans la gestion psychodramatique des rapports franco-algériens, ce serait toutefois une erreur d'en rester à une vision des choses qui rangerait définitivement ces rapports, qualifiés une fois pour toutes de "spécifiques", au rayon des

passions ineffables et interdirait toute analyse autre que psychologique, autour par exemple de la fameuse dialectique attirance/répulsion, dont la vertu explicative reste limitée.

Le système relationnel franco-algérien se caractérise à la fois par sa densité multiforme et sa très grande ambiguïté. Tout un vocabulaire déployé à l'époque coloniale reflétait bien cette ambiguïté consistant à souligner et à refuser en même temps la différence algérienne. L'Algérie, "fille de France", était une "autre France", une "nouvelle France", une "France africaine", "algérienne" ou "méditerranéenne" avant de devenir "l'Algérie française". Dire "*l'Algérie, c'est la France*" était moins une observation qu'une pétition. C'était surtout le refus de reconnaître positivement la différence des Algériens. Ceux-ci, contrairement aux Marocains et Tunisiens, ne pouvaient porter le nom correspondant à l'espace qu'ils habitaient. Ils n'étaient pas non plus des Français tout court, mais des "Français musulmans" ou "de souche nord-africaine", une sur-qualification qui, en fait, enlevait beaucoup à leur qualité de Français, et les maintenait en situation de dénégation identitaire.

Cette confusion identitaire, cette difficulté du colonisateur à séparer l'autre de soi tout en marquant négativement sa différence, la difficulté complémentaire des colonisés à s'affirmer à l'intérieur de l'autre, puis malgré et contre lui, ont marqué ici, beaucoup plus que dans d'autres contextes, l'histoire coloniale et le processus de décolonisation. C'est ainsi qu'à la fin du siècle dernier, les Européens d'Algérie proclamaient leur "algérianisme" en confisquant aux Algériens d'origine leur discours nationalitaire. Et à l'inverse, lors de la décolonisation, le rêve de construire une "autre France", sur un modèle jacobin et centraliste sorti tout droit des magasins d'une "France éternelle" dont ils ne récusait pas les valeurs, n'a pas été absent des projets nationalistes et étatistes de nombreux leaders algériens.

A l'occasion du vingtième anniversaire de l'indépendance algérienne, nous avons tenté d'analyser les particularités de cette relation franco-algérienne, en soulignant la relation spéculaire qui s'était établie pendant un siècle et demi entre les deux sociétés. Si l'Algérie moderne s'est construite contre la France mais sur son modèle, la France a aussi construit une partie de sa modernité "au miroir de l'Algérie": l'Algérie a été le principal rapport de la France à un espace et une société non-modernes depuis le début de la révolution industrielle, un rapport qui a incarné dans l'imaginaire français la dialectique modernité/archaïsme, civilisation/désert. Comme d'autres puissances expansionnistes de l'époque (Etats-Unis, Russie, Angleterre), la France s'est approprié dans l'espace l'antithèse de sa propre réalité, ou du moins de l'image qu'elle se faisait d'elle-même et de son destin. Au feu de l'altérité radicale mais familière qu'était l'Algérie, la société française a éprouvé ses mythes fondamentaux: progrès, liberté, égalité, et elle a déployé sur une terre et des hommes perçus comme vierges de modernité ses fantasmes civilisationnels et développementistes: le désert à conquérir et mettre en valeur, les hommes à apprivoiser sinon à assimiler (Henry, 1982).

Cette entreprise prenait place dans un rapport de forces international où la relation à l'Algérie constituait un atout pour la France. Face à la menace allemande, le renfort de la "France algérienne", et derrière elle celui de la "force noire", était décisif pour compenser le déséquilibre humain entre les deux puissances européennes. Nul mieux que Kipling n'a décrit cette nécessité pour la France de réussir son "emprise morale" en Afrique du Nord pour se renforcer vis-à-vis de l'Allemagne<sup>3</sup>. C'est ce qui explique qu'entre la France et l'Algérie d'une part, la France et l'Allemagne d'autre part, s'est développée en réalité une double relation spéculaire qui a encadré nombre des visions françaises du monde à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et durant la première moitié du XX<sup>ème</sup>. Tandis qu'avec l'Algérie prévalait la représentation d'un rapport avec une société archaïque à moderniser, avec l'Allemagne c'est par contre la vision d'une concurrence hostile à l'intérieur des valeurs de la modernité qui dominait. L'équilibre des rapports avec les Algériens et avec les Allemands en a découlé: quand le "germain" était aux yeux des Français un "barbare", le nord-africain se transfigurait en auxiliaire de la civilisation et de la "guerre du droit", un nouveau fils de la "mère-patrie" auquel la reconnaissance de ses frères était dûe. Au contraire, à partir du moment où l'Europe est devenue un projet mobilisateur commun pour des nations tour à tour abaissées par leurs défaites, le rapport s'est inversé: le Français musulman, bien que devenu "Algérien" par la décolonisation, a retrouvé une identité incertaine d'"Arabe", qui suggère une altérité absolue face aux nouveaux "Européens", sans la définir positivement (Henry, 1994). Entretemps, n'oublions pas cependant une courte phase d'équilibre: celle de la coopération gaullienne post-coloniale, où la réconciliation franco-algérienne était manifestement pensée chez ses promoteurs sur le modèle de la réconciliation franco-allemande, une façon finalement d'exorciser par la même thérapie deux passés traumatisants.

Malgré la nouvelle vision européocentrée de la place de la France dans son environnement, le rapport spéculaire avec l'Algérie demeure actif, comme en témoigne l'écho de leurs façons et de leurs difficultés d'être à soi et au monde que continuent à se renvoyer les deux sociétés. Ceci ne s'arrête pas au souvenir de la guerre d'Algérie, qui a réalisé au forceps le difficile partage entre les deux pays, et continue à nourrir de part et d'autre les mémoires et parfois les ressentiments. En octobre 1988, au moment où éclate la grande crise algérienne sur laquelle s'enchaîneront les événements actuels, Bruno Frappat voit, dans la manière dont l'évènement est reçu en France, les signes de "*notre Algérie intérieure*", une Algérie "*pour nous*" qui tend parfois à occulter l'Algérie des Algériens<sup>4</sup>. Vers la même époque, les débats français sur la réforme du Code de la nationalité soulignent l'importance persistante du référent algérien dans le réajustement d'une identité française confrontée à la construction européenne.

La crise du Golfe surtout a montré combien les imaginaires sociaux continuaient à dialoguer, y compris dans leurs expressions populaires. A cette occasion, la "rue" algérienne a montré sa capacité à écouter, mais aussi à utiliser les médias français pour s'adresser en direct au public

métropolitain, tandis qu'en France la crainte de voir les "banlieues" réagir aux faits et images de la guerre a été l'obsession des politiques. Le développement technique des communications n'explique pas à lui seul ce phénomène "conversationnel" entre les deux rives, qui apparaît bien structurel.

Depuis quelques années, c'est bien sûr la question islamiste qui occupe une place centrale dans ce dialogue tendu. L'islamisme algérien dans ses différentes variantes a, au moins par réaction, une forte dimension française, puisqu'il se fait contre le "parti de la France", contre le passé colonial français de l'Algérie et contre un modèle occidental dont la figure est d'abord française. Et, de ce côté-ci de la Méditerranée, on constate quotidiennement à quel point il demeure un thème récurrent du paysage politique, policier et fantasmagorique. Tout ceci produit d'étranges dialogues, comme cette banderole d'une manifestation du FIS à Alger en 1992, placée sous l'œil d'une caméra de TF1, et qui répondait, en français: "Algérie-Islam: la guerre n'aura pas lieu" à une couverture d'hebdomadaire parisien: "France-Islam: la guerre aura-t-elle lieu?" En fait, la seconde guerre d'Algérie, si elle implique moins directement la France que la première, y résonne presque tout autant, en réactivant la crainte diffuse d'une contamination de l'espace français par la logique de guerre. Et en sens inverse, ce qui se passe en France concernant l'Algérie — ainsi, la participation massive des immigrés aux élections présidentielles algériennes, abondamment relayée par les médias des deux pays, ou le débat sur les rapports Islam-Etat — continue à avoir des effets puissants en Algérie.

---

## Un univers mental commun

---

Le phénomène de ces multiples interactions est suffisamment puissant pour avoir inspiré, il y a quelques années, à des chercheurs britanniques la réalisation d'un colloque et d'un ouvrage sur "*La France et l'Algérie: des identités en interaction*"<sup>5</sup>. Plutôt que de s'en tenir à une logique de dialectique identitaire, qui renvoie à l'image d'un face-à-face entre des blocs sociétaux, il nous semble plus fécond et fidèle à la réalité de considérer l'espace où se déploie cette relation, en postulant l'existence et les effets d'un *univers mental commun* des relations franco-algériennes. Sous cette expression, on entend un système référentiel commun aux deux sociétés, complexe et contradictoire, composé de mémoires partagées (convergentes ou répulsives, positives ou négatives) ou de "mixtes", et travaillé par des clivages, des polarisations et des frontières symboliques par rapport auxquelles se définissent les images de soi et de l'autre. La dialectique soi/autre apparaît comme la dynamique fondamentale à l'œuvre dans cet univers mental. Elle structure l'ensemble des représentations collectives, ainsi que nombre de conduites individuelles (Henry, 1974 et 1992)

Cet univers mental, sans cesse réalimenté, touche à de nombreux

domaines, dont certains font évidence, comme la littérature, aux multiples connivences entre les deux rives, ou l'histoire, avec le personnage flamboyant et polysémique d'Abdelkader, et ses auteurs "de bonne volonté" comme Max Marchand, qui rêvaient d'une commune "*histoire de France et d'Algérie*". Mais le croisement des imaginaires issu du rapport franco-algérien concerne en fait presque tous les discours sociaux. Il influence la formulation juridique de la définition des identités<sup>6</sup>, travaille dans les deux pays le discours politique et la vision de l'ordre international, modélise la vision du rapport islamo-chrétien. Il surdétermine les discours savants, dont l'apparente sérénité habille un souci obsessionnel d'essayer de comprendre et rationaliser le rapport entre les deux pays. Il y a aussi tout le champ inexploré des imaginaires populaires, qui, comme les fameuses "histoires arabes" en France, se moque des codes littéraires et des censures morales pour nourrir sans vergogne les opinions politiques. Enfin on ne saurait oublier, dans ce jeu de miroir entre les deux sociétés, l'importance fondamentale des non-dits, les choses que de part et d'autre on se garde de ramener au grand jour, des pans entiers d'histoire, ainsi que tout ce qui a trait à la mémoire de la violence extrême (Henry, 1992, 1993).

L'intensité et la durée exceptionnelles des relations entre les deux pays ont construit cet univers mental commun, dont l'influence sur le comportement mutuel des deux sociétés apparaît si déterminant. Mais chacune d'elle instrumentalise différemment ce stock commun de références en fonction de ses attentes propres, de ses besoins conjoncturels et de son rapport à l'histoire commune. S'il est banal d'observer que la particularité de la relation franco-algérienne est plus largement due à l'histoire coloniale qu'à tout autre facteur, comme le voisinage méditerranéen, les effets sur les deux pays de cette histoire commune sont loin d'être symétriques.

Pour l'un, l'histoire commune est d'abord une histoire subie. La relation à la métropole a tellement pesé et pèse encore tellement sur l'Algérie qu'elle a en partie vidé celle-ci de sa propre histoire, lui faisant courir le risque de devenir un pays sans histoire et sans identité. Si les Algériens n'ont pas été victimes, comme les Indiens des deux Amériques d'un processus d'anéantissement physique, peu de sociétés ont été autant déstructurées socialement et institutionnellement par la colonisation, à l'exception de quelques régions berbères ou sahariennes. Ceci fait une différence majeure, souvent oubliée, avec les autres pays arabes, notamment le Maroc et la Tunisie, déjà plus solidement établis dans leur être collectif avant la conquête coloniale, et explique jusqu'à aujourd'hui la nature et la forme de certaines réactions identitaires algériennes. Une société abaissée de toutes parts et menacée dans ses repères existentiels tend en priorité à situer sa défense sur les registres de survie élémentaire que sont la démographie, la religion, la langue. Ce mode de réaction a donné un ton spécifiquement radical au mouvement nationaliste, tout en constituant pour le colonisateur un objet constant d'inquiétudes et de malentendus.

La crispation des réponses identitaires à la déstructuration coloniale prolonge encore ses effets aujourd'hui. En prenant l'exemple des enjeux

linguistiques, Gilbert Grandguillaume observait en 1995 l'extrême difficulté de l'Algérie "à *prendre possession d'elle-même*", et à affirmer sa différence, une différence que l'ancien colonisateur a lui-même du mal à reconnaître<sup>7</sup>. Quand on compare avec les deux pays voisins, il est significatif de constater que le bilinguisme culturel, qui a été un objectif de coopération globalement admis par les partenaires français, marocain et tunisien a toujours fait l'objet de soupçons et de malentendus dans les rapports franco-algériens: la vision idéologique d'une guerre des langues a souvent eu tendance à l'emporter chez les acteurs responsables sur la reconnaissance de la cohabitation qui se pratiquait dans les faits. Pire, cette vision d'une guerre des langues est interne à la société algérienne elle-même, parfois aux individus, sans équivalent à ce point dans les pays voisins.

---

## Entre deux mythes

---

Le rôle majeur joué dans la constitution de l'identité algérienne moderne par une séquence coloniale omniprésente dans les mémoires, les pratiques culturelles, les paysages urbains et ruraux, mais refoulée car non revendicable, explique sans doute que la définition positive de cette identité n'ait trouvé à se formuler que sur deux registres mythologiques opposés: soit la référence à un passé arabo-musulman largement reconstruit, un patrimoine de synthèse dépourvu de la plupart des repères concrets qui font sens dans les autres pays arabes; soit la fuite en avant dans un mythe d'avenir hyper-moderniste: c'était dans les années 70 l'image triomphante d'une Algérie développementiste et championne du nouvel ordre économique, où la vision de l'avenir se substituait à un mythe d'origine trop pauvre pour incarner le destin national et valoriser l'image interne et internationale du pays.

Cette oscillation entre deux repères mythologiques extrêmes autour d'un héritage déterminant mais illégitime contribue à caractériser ce que certains, avec Berque, ont appelé la "*crise culturelle*" algérienne, c'est-à-dire la difficulté à assumer, dans la diversité de ses composantes et contradictions, la totalité du patrimoine historique et culturel qui a fait l'Algérie actuelle. Malgré un timide progrès réalisé en direction de la reconnaissance du fait culturel *amazigh*, c'est toujours une logique d'alternance entre des visions opposées et appauvrissantes du monde et de soi qui domine. Elle éclaire cette évolution chaotique du paysage algérien des croyances collectives qui surprend si souvent l'observateur.

Dans les années 70, l'action internationale de l'Algérie s'était appuyée sur un discours tiersmondiste tout entier axé sur une vision transformiste du monde. Il serait inexact d'affirmer, à la lueur des événements actuels, que ce discours était seulement à usage externe et diplomatique et n'avait aucune prise sur la société. Au contraire, comme il était la partie la plus élaborée et la plus séduisante d'une projection sur l'avenir qui contrastait avec la médiocrité de leur vie politique interne et les grisailles du passé,

les Algériens s'y reconnaissaient volontiers. Ils s'identifiaient à l'image valorisée de leur pays sur la scène internationale, à son rôle de leader moderniste du Tiers-monde; et c'est en grande partie cette dimension externe du projet développementaliste qui portait et légitimait le projet modernisateur interne. L'adhésion populaire au mythe du développement avait aussi pour avantage d'assumer sans les nommer les aspects positifs de l'héritage colonial, ainsi que de justifier la coopération étroite, bilatérale et internationale, avec l'ancien colonisateur.

L'échec du dialogue nord-sud, la perte de crédibilité de la stratégie internationale de l'Algérie qui en a découlé, et le reflux de l'idéologie du développement au niveau planétaire, ont eu des retombées internes beaucoup plus importantes dans ce pays que là où le mythe du développement n'occupait pas une place aussi centrale dans le paysage des croyances. Rarement la formule de René Jean Dupuy "*Le passé tient lieu de futur pour ceux que le présent a trahis*", a eu autant de pertinence qu'à propos de l'Algérie. La perte d'espoir dans le destin de développement a renvoyé pour un temps une grande partie de la société algérienne à l'autre pôle de son imaginaire identitaire, celui de la tradition arabo-musulmane reconstruite. Mais entre ces deux extrêmes, aussi peu réalistes l'un que l'autre, et qui s'opposent aujourd'hui en Algérie de façon caricaturale, une image équilibrée de l'identité algérienne reste toujours difficile à forger, car elle supposerait une prise en charge complète des effets de la séquence coloniale et du rapport à la France, c'est à dire une capacité à sortir le passé des deux derniers siècles de son mal-dit <sup>8</sup>.

---

## De la colonisation à la coopération

---

Du côté français, le rapport au passé commun est tout aussi complexe, même s'il est sans doute moins inconfortable à assumer. Malgré l'indépendance de l'Algérie qui a entraîné son retrait de ce pays, la France reste en effet en position dominante dans le champ des mémoires communes: le rapport à l'Algérie a été beaucoup moins déterminant dans la construction de la France moderne que le rapport à la France pour l'Algérie; celle-ci s'est tellement faite contre et à travers la France qu'il lui est presque impossible, comme on l'a vu, de reconnaître cette origine. Par ailleurs, l'indépendance de l'Algérie, aussi traumatisante qu'elle ait été, ne s'est pas présentée comme une rupture des liens avec ce pays, mais comme une reconversion instantanée dans la coopération. Fruit de l'habileté politique de de Gaulle, ce rétablissement a fait sens auprès de la majorité de l'opinion française et internationale, faisant apparaître les nouveaux liens franco-algériens comme le noyau de la stratégie tiers-mondiste française et un modèle de coopération nord-sud. Il a beaucoup aidé à faire oublier en France et dans le monde "*l'Algérie de papa*", un oubli qui, pour les Algériens et les pieds-noirs, n'avait peut-être pas les mêmes vertus thérapeutiques que pour les Français.

Malgré cette reconversion, tout le rapport au passé colonial n'a pas été

évacué. Reviennent fréquemment à la surface aussi bien des faits refoulés, comme la torture, que ce qu'on pourrait appeler la nostalgie des occasions perdues. Signe d'une histoire mal assumée, cette nostalgie se manifeste dans des ouvrages, des films, des émissions de télévision, produits par des auteurs français ou algériens, et dont le public se montre friand<sup>9</sup>. Mais elle s'exprime aussi à travers le sentiment diffus que l'Algérie et ses relations avec la France ont été victimes de ratages historiques mettant en cause la *responsabilité* de la France. L'évocation des difficultés actuelles de l'Algérie est souvent l'occasion, pour des hommes politiques ou intellectuels français, d'évoquer ces occasions ratées, avec Abdelkader, le "royaume arabe" de Napoléon III, Ferhat Abbas, 1936, ou même la coopération qui, après un départ prometteur, aurait conforté des pouvoirs de moins en moins légitimes. Les mots avec lesquels de multiples articles parlent de l'Algérie dans des supports de grande diffusion est révélateur de ce sentiment d'avoir une part de responsabilité dans ce qui est arrivé et pourrait advenir: "*L'Algérie, comment en est-on arrivé là?*", "*L'Algérie, que peut-on faire?*", "*Peut-on oublier l'Algérie?*" Serait-ce aussi à cette impossibilité d'être indifférent à la question algérienne qu'il faille attribuer les scénarios catastrophes qui, régulièrement, imaginent l'arrivée massive de centaines de milliers de réfugiés politiques algériens, en France naturellement?

La difficulté pour la France à "banaliser" ses rapports avec l'Algérie tient aussi au fait, à tort ou à raison, que ceux-ci restent pour elle la quintessence du rapport franco-arabe et franco-musulman, dont la charge historique n'est pas non plus banale, et la principale figure du rapport nord-sud, dont les promesses et les frustrations restent encore dans les mémoires collectives au sud. Il est vrai que la perspective européenne a modifié en partie les données du problème, puisque ce face-à-face franco-algérien et franco-arabe est aujourd'hui englobé en principe dans des relations baptisées pompeusement "euro-méditerranéennes". Mais cette perspective a aussi, comme on l'a vu, exalté d'autres tensions, la référence à l'Europe habillant au nord beaucoup de vieux réflexes. D'autre part, l'imaginaire euro-méditerranéen reste pour l'instant bien peu mobilisateur. Selon que le projet européen jouera la carte de l'ouverture au sud, ou au contraire celle de la forteresse de prospérité, la vision du rapport franco-algérien variera beaucoup. Mais à l'inverse, la volonté française de maintenir une relation privilégiée avec l'Afrique du Nord pourra peser considérablement sur le projet européen<sup>10</sup>.

Dans une histoire des relations et des représentations franco-algériennes qui reste aussi ouverte, il est difficile de proposer une conclusion. Tout au plus, peut-on essayer de pointer quelques grandes constantes susceptibles de marquer durablement l'avenir.

En quelques décennies, beaucoup de choses ont changé dans les rapports franco-algériens, et peut-être plus encore dans l'image qu'on s'en fait de part et d'autre de la Méditerranée. Alors que dans les années 70, le débat entre les sociétés était envahi par une vision économique du monde, à laquelle échappait une coopération culturelle franco-algérienne

soigneusement préservée des aléas politiques, aujourd'hui, c'est un renversement complet au profit du culturel qui impose sa logique, avec une propension à considérer les clivages culturels comme organisateurs de frontières irréductibles entre les sociétés.

Dans ce contexte global, dont il serait hasardeux d'affirmer que c'est là le fin mot de l'histoire des hommes, on a essayé de montrer le rôle que continuait à jouer l'existence d'un univers mental des rapports franco-algériens, où se déploient les comportements et représentations réciproques des deux sociétés. Se modifiant en permanence dans ses contenus et dans ses enjeux immédiats, cet univers mental commun reste structuré fondamentalement autour du rapport soi/autre, hérité de la période coloniale, mais il est aussi entretenu par le fait que pour chacun des deux pays, l'autre est à la fois la figure familière de la différence économique, culturelle, religieuse, voire ethnique, et l'incarnation d'un partenariat privilégié avec un monde différent et potentiellement hostile. Pour reprendre la formule de J. P. Millecam dans son roman *Et je vis un cheval pâle*, "chacun est le meilleur ennemi de l'autre"... Mais plus encore, la caractéristique majeure et obstinément persistante de la relation franco-algérienne, héritée d'une histoire commune exceptionnellement imbriquée, est que cette relation est tout en même temps affirmation d'un clivage et négation de ce clivage, affirmation de la différence et composition avec elle, l'enjeu linguistique illustrant particulièrement chez les Algériens ce processus contradictoire.

Tout n'est donc pas porteur d'apaisement dans cet univers mental, qui est aussi un espace d'expression et de gestion des peurs inavouables. La peur populaire, donnée comme séculaire, de l'Islam et des Arabes en France, est en réalité aujourd'hui celle d'une société riche mais vieillissante face à une société pauvre mais en croissance naturelle élevée, y compris dans son émigration. Le "déséquilibre démographique" en Méditerranée est explicitement présenté par les instances nationales ou européennes les plus officielles comme la principale source de tension dans la région, et la raison d'un développement de la coopération entre le nord et le sud. Mais à côté de ce discours implicite sur la revanche biologique des pauvres et sur l'équilibre géopolitique des races, qui prêterait beaucoup à débat et analyse, il y a aussi, dans les peurs "démographiques" liées au rapport franco-algérien, celle de l'envahissement de l'espace français, le sentiment de dépossession d'un espace familial, quelquefois très local. C'est sans doute une des peurs les plus difficiles à gérer car difficile à formuler dans les langages reconnus, et en fait livrée tout entière aux imaginaires populaires. Les politiques les moins scrupuleux savent bien l'instrumentaliser, à l'extrême-droite, mais aussi chez ceux qui, en Algérie, estiment que la solution du problème algérien passe par sa projection dans l'espace franco-algérien et la réactivation d'une stratégie "race contre race".

L'univers mental des rapports franco-algériens n'est pas seulement celui des fantasmes, il contribue aussi à modéliser les comportements individuels qui contrastent parfois étrangement avec le monde des représentations, ou plutôt qui le prennent à contre-pied. Le récent rapport Tribalat a révélé combien le processus d'intégration était puissant chez les

descendants d'immigrés algériens, puisque près de la moitié d'entre eux avaient des pratiques exogamiques, un taux plus élevé que pour n'importe quelle autre communauté immigrée. Est-ce par un ricanement de l'histoire qu'on voit ainsi le principe d'assimilation enfin réalisé, et la réalité "fusionnaire" l'emporter sur les représentations "différentialistes"? Ou n'est ce pas plus simplement parce que les tensions symboliques entre les sociétés, au degré atteint dans le cas des rapports franco-algériens, ont toujours produit par compensation des transactions individuelles, autrefois celles de "frontaliers" isolés, aujourd'hui, celles plus massives, des membres d'une communauté qui jouent, avec l'aide d'une partie de la société d'accueil, la carte de leur avenir en France, dans le maintien d'un rapport imaginaire au pays d'origine.

**Jean-Robert Henry** - IREMAM.

**Du même auteur, sur le rapport franco-algérien:**

- *Roman colonial et idéologie coloniale en Algérie*, numéro spécial de la *Revue algérienne*, 1974 - I.
- "La France au miroir de l'Algérie", *Autrement*, mars 1982.
- *Le Maghreb dans l'imaginaire français*, Aix, Edisud, 1985.
- *Nouveaux enjeux culturels au Maghreb*, Paris, Ed. du CNRS, 1986.
- Introduction de *French and algerian identities from colonial times to the present* (A. Hargreaves et M. Hefferman), The Edwin Mellen Press (USA), 1992.
- "L'univers mental des rapports franco-algériens", in *Le Maghreb, l'Europe et la France*, CNRS Editions, 1992.
- "Les frontaliers de l'espace franco-maghrébin", in *Etre marginal au Maghreb* (F. Colonna et Z. Daoud), CNRS Editions, 1993.
- "Entre germains et arabes: les avatars d'une vision française des migrations", in *De l'immigration à l'intégration en France et en Allemagne* (C. W. de Wenden et al.), Paris, Cerf, 1994.
- "L'identité imaginée par le droit: de l'Algérie coloniale à la construction européenne", in *Cartes d'identité* (D. Martin), Presses de la FNSP, 1994.

---

NOTES:

---

Automne 1996

---

<sup>1</sup> Sur le long terme, il n'est pas indifférent de noter l'importance du recours à la médiation religieuse (c'est-à-dire à un langage social hautement symbolique) dans des moments clés du "problème" algérien: par exemple, lors de la lutte nationaliste (avec les positions incarnées par Duval, Mandouze, et une partie du clergé), à travers la tentative de dialogue organisée par San Egidio, ou encore à propos des rapports entre les immigrés musulmans et la société française. Sur ce dernier point, on constate que la position de responsables religieux divers et le dialogue inter-religieux ont sensiblement contribué à nourrir et orienter, dans un sens conciliateur, le débat sur les rapports entre la France laïque et "ses" musulmans, venus majoritairement d'Algérie. Parmi toute une littérature sur le sujet: les articles et ouvrages de H. Sanson, le témoignage de P. Claverie, les écrits du SRI, les prises de position de Souhaib Benchikh sur le rapport Islam/laïcité en France et ses répercussions possibles en Algérie.

<sup>2</sup> Le mythe de la réconciliation reste, curieusement, un aspect peu étudié du fonctionnement des relations internationales malgré la portée du paradigme franco-allemand et son rôle dans la constitution de l'Europe.

<sup>3</sup> R. Kipling, *Souvenirs de France*, Paris, Grasset, 1933.

<sup>4</sup> Cf. l'exclamation de Kateb Yacine à la rencontre *Vie culturelle à Alger 1900-1950* (Montpellier, janvier 1987): "Votre Algérie à vous n'est pas la nôtre!" (Actes édités en 1996 par P. Siblot, Montpellier, Université P. Valéry).

<sup>5</sup> *French and algerian identities from colonial times to the present, a century of interaction*, (ed. Alec Hargreaves et Michael Hefferman), Lewinston (USA), The Edwin Mellen Press.

<sup>6</sup> Cf. J. R. Henry, "L'identité imaginée par le droit" (rf. cit.); Ramdane Babadji, "Le mixte franco-algérien", in *Le Maghreb, l'Europe et la France*, Paris, CNRS Editions, 1992, et "Le syncrétisme dans la formation du système juridique algérien", in *Politiques législatives*, Le Caire, Dossiers du CEDEJ, 1994, où l'auteur montre que la définition algérienne de la nationalité reste profondément marquée par la matrice juridique coloniale.

<sup>7</sup> "...de nos jours, la société algérienne ne se sent pas bien dans ses langues. Elle utilise le français dans la dénégation, elle dispose de l'arabe qui l'enferme dans une extranéité moyen-orientale, elle parle sa propre langue dans la honte: où est le "chez soi" que l'indépendance devait lui assurer?" ("Comment a-t-on pu en arriver là ?", *Esprit*, janvier 1995)

<sup>8</sup> Le problème de l'Algérie à reconnaître et structurer sa propre identité a bien été souligné par G. Grandguillaume (op. cit.). Mais le recours à des caractéristiques anthropologiques pour décider de ce qui fait l'authenticité algérienne ne peut être à lui seul convaincant, si dans le même temps, on ne considère pas qu'un des éléments déterminants de la

---

personnalité algérienne est le poids et le refoulement du rapport à la France.

<sup>9</sup> Les auteurs algériens, romanciers ou cinéastes, savent très bien répondre à cette attente française: ainsi par exemple Lakdar Hamina avec *Chronique des années de braise* et surtout de *La dernière image*, ou Merzak Allouache avec *Babel Oued City*.

<sup>10</sup> On trouve cet argument sous des plumes très différentes: en France, chez Chévènement, ou encore chez Martinez du Front national qui réactive la vieille alternance Germains/Arabes contre l'Europe, en plaidant pour la coopération en Méditerranée occidentale (*Autant en emporte l'Europe*, J. C. Godefroy, 1989); en Allemagne, chez H. Elsenhans, pour qui la reconnaissance d'une ouverture française sur le Maghreb, compensant l'ouverture allemande vers l'Est, est une nécessité géopolitique pour l'avenir de l'Europe.